

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

L'unité pour quoi faire :

- Politique - Au Parti Socialiste -

Date de mise en ligne : lundi 15 août 2005

Démocratie & Socialisme

Nous étions déjà nombreux, il y a plus d'un an, à lancer des appels à l'unité des minorités. pour ancrer le P.S. à gauche et construire une véritable alternative, comme lors de la belle réunion unitaire du 10 avril 2004 à la Halle Carpentier. Et même si les stratégies personnelles de quelques uns n'ont pas permis, autant que nous le souhaitions, de réaliser cette unité à chaque étape de notre vie interne, la campagne référendaire a démontré avec éclat combien elle était indispensable.

L'unité est indispensable, car elle n'est pas que stratégique, mais d'abord idéologique. Le Congrès de Dijon n'a certes répondu à aucune des questions posées par le 21 avril 2002. Mais il a néanmoins révélé une ligne de fracture, imparfaite et appelée à bouger, mais une fracture tout de même entre les socialistes fidèles à la rupture, au combat contre le capitalisme, et les autres, partisans de la " rupture avec la rupture ", et d'une soumission de fait au libéralisme.

La campagne référendaire sur le Projet de Constitution Européenne a nettement confirmé cette ligne de rupture. D'abord à l'interne. Les camarades issus de la majorité qui ont pris position pour le NON ont posé lors du referendum interne un acte qui a traduit, lui aussi, le terrible manque de cohésion politique d'une Direction composée en 2003 sur une seule base : la préservation de pré-carrés de chacun dans l'attente de l'investiture présidentielle. Le " NON " au Projet de Constitution a redessiné avec plus de justesse que le Congrès de Dijon la ligne de fracture politique des Socialistes, et plus largement, de la Gauche toute entière. C'est pourquoi l'unité de ces " NON socialiste " est aujourd'hui une évidence que nous réclamons tous avec le soutien grandissant des militants, comme l'atteste le succès impressionnant des appels lancés récemment.

Mais pour consolider durablement cette unité, nous avons une tâche urgente à effectuer ensemble, et d'autant plus urgente que la précipitation dans laquelle va se dérouler le Congrès des Socialistes nous oblige à faire des choix stratégiques durables. Notre responsabilité est immense pour répondre à l'espérance du peuple de Gauche et à son vote du 29 mai.

Pour définir les premières bases de cette unité, il convient de poser les principes fondamentaux sur lesquels nous ne pourrions transiger si nous souhaitons réellement tirer toutes les leçons des scrutins de 2002 et 2005. D'abord, s'engager tout de suite sur l'abrogation des lois scélérates de la Droite.

Il ne s'agit pas seulement, en abrogeant, de marquer un acte symbolique de changement. Il s'agit de s'engager clairement à rompre avec les logiques libérales, en refusant de s'accommoder des lois libérales des Gouvernements Raffarin, Villepin et même Balladur, puisque nous devons abroger les décrets de 1993 sur les retraites. C'est le préalable indispensable à l'élaboration d'une véritable politique alternative au libéralisme, ; c'est donc la première base politique sur laquelle nous pourrions faire vivre l'espoir d'un réel changement, et permettre l'émergence de politiques nouvelles.

Ensuite, engager un véritable inventaire, jamais vraiment réalisé, de la Gauche au pouvoir.

Cet inventaire de l'action de la Gauche au pouvoir est nécessaire. Mais il ne sera réellement abouti qu'en abordant de front la question du tournant libéral de 1983, jamais débattue au sein de notre Parti, qui a de fait ressurgi avec le débat sur le projet de Constitution Européenne.

Ce tournant libéral, qui fut à l'époque un débat d'experts, ne s'est jamais - et pour cause ! - répandu dans le Parti. La flamme militante a d'ailleurs souvent été entretenue dans les fédérations et les sections comme si ce choix n'avait jamais été fait. Le décalage entre le discours des responsables devant les militants et leur action au pouvoir n'a fait

que croître depuis ce jour, entretenant un véritable malentendu sur l'identité socialiste.

Les vraies questions doivent être enfin posées : le respect de la libre concurrence, dogme libéral de base, est-il une contrainte avec laquelle les Socialistes doivent composer, ou la base d'une politique économique que nous devons combattre ? Pensons nous que l'égalité se construit en ajustant à la marge les effets dévastateurs du marché, ou en construisant pas à pas, mais fermement, les bases d'une autre société ? Sommes nous d'accord pour dire que cette autre Société est possible, ou avons-nous déjà abandonné cet objectif ? La réponse est loin d'être évidente : écoutons bien les discours des dirigeants actuels du Parti. Certains n'hésitent pas, pour défendre le marché, à répéter " que tous les autres systèmes ont échoué ". Pauvreté de la pensée, pauvreté du combat... La résignation est aujourd'hui la principale base politique exprimée par certains socialistes !

Une fois redéfini clairement ce que nous voulons réellement changer, il nous faudra répondre très vite à l'urgence sociale.

Répondre à l'urgence sociale par des mesures fortes, immédiates, concrètes

On ne le dit jamais assez : l'état de notre société est dramatique. Des millions de citoyens y vivent dans des conditions épouvantables de pauvreté et de précarité, et peinent pour accéder aux droits les plus fondamentaux : logement, emploi, santé, services publics.

Pour être à la hauteur de notre responsabilité et de nos convictions, nous devons être capables, ensemble, de définir un certain nombre de mesures fortes et immédiates Pour changer en profondeur la Société, il faut une révolution faite de réformes successives et de progrès constants. Mais pour changer la vie de ceux que le libéralisme ne respecte plus, il faut, tout de suite, rétablir un accès aux droits fondamentaux sans lesquels aucun changement collectif durable n'est possible.

Poser enfin la question institutionnelle

Il nous faudra aborder de front la question institutionnelle, pour rompre avec une Cinquième République à bout de souffle et un régime présidentiel qui tue à petit feu les Partis politiques, rompre avec le cumul des pouvoirs et des missions, avec une décentralisation incontrôlée, des intercommunalités qui dépolitisent toute action locale et en dehors de tout contrôle démocratique... La prochaine Assemblée doit être constituante !

C'est sur ces bases que la grande et belle victoire du 29 mai peut ouvrir de nouvelles perspectives pour refonder le Parti Socialiste et l'ensemble de la Gauche.

C'est sur ces bases aussi que pourraient être convoqués les Etats Généraux de la Gauche auxquels nous devrions appeler sans tarder dans l'unité !

Marc DOLEZ